

*Assurance-chômage—Loi*

dépensé permet de créer des emplois, mais des emplois coûteux et temporaires. J'espère que, lors de l'étude de son programme économique pour l'avenir, que ce soit avant ou après le sommet de Versailles, le gouvernement étudiera le coût de ces emplois, déterminera s'il n'y a pas un meilleur moyen de régler les problèmes des chômeurs de ce pays et s'occupera en particulier du problème de l'emploi pour nos jeunes.

La politique gouvernementale est loin d'être limpide. Non contents d'avoir adopté une politique malavisée, le premier ministre (M. Trudeau) et ses ministres ont ajouté à la confusion. Le 24 mai dernier à Vancouver, le président du Conseil du Trésor (M. Johnston) a pris la parole lors de la conférence monétaire internationale. Je voudrais citer un passage de la page trois de son texte. J'imagine qu'il l'a suivi vu que rien n'indique le contraire et qu'il lit ordinairement ses discours. Voici donc ce qu'il a dit:

● (1430)

... Je pense que nous ne pouvons plus nous fier comme nous l'avons toujours fait à la politique financière pour stimuler la création d'emplois.

Voilà ce qu'il a déclaré. Le ministre semble étonné. Je l'ai été moi-même en lisant cette déclaration. Les programmes de création d'emplois dont s'occupe le ministre se fondent sur la politique financière. Le ministre prononce des discours un peu partout au Canada pour dire que le gouvernement compte sur des programmes de ce genre pour aider à créer des emplois. Certains disent que ces programmes ne sont pas efficaces et d'autres qu'ils pourraient l'être davantage, mais c'est sur de tels programmes que le gouvernement compte.

Ce qui embrouille les choses, c'est que le ministre se contredit. Il tient des propos équivoques. Cela sème la confusion.

Qu'est-ce que le président du Conseil du Trésor veut dire quand il affirme que nous ne pouvons plus compter comme nous l'avons toujours fait sur la politique financière pour stimuler la création d'emplois? Veut-il dire que le gouvernement a l'intention de supprimer les programmes de création d'emplois du ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Axworthy)? Veut-il réduire l'importance de ces programmes? Ne veut-il pas les améliorer? Le ministre veut-il dire que le gouvernement ne songera pas à réviser le régime fiscal pour stimuler l'investissement?

Le président du Conseil du Trésor veut-il dire que le gouvernement laissera tomber les encouragements à la recherche industrielle qui sont essentiels au Canada? Ces stimulants découlent de la politique financière. Nous pourrions réaliser toutes sortes de progrès industriels et lancer de nouvelles industries de fabrication connexes grâce au secteur de technologie de pointe.

Le président du Conseil du Trésor a dit à Vancouver ce qu'il n'avait pas voulu dire à Kanata, dans ma circonscription, où les gens qui travaillent dans la technologie de pointe reconnaissent l'importance de la recherche industrielle. Le gouvernement cessera-t-il d'encourager ce secteur? Le gouvernement ne veut-il pas utiliser le régime fiscal pour encourager l'investissement et créer des emplois?

Le gouvernement se retire-t-il du secteur de la formation professionnelle? C'est un autre stimulant qui découle de la politique fiscale et qui crée des emplois. Les travailleurs sont formés pour les emplois disponibles. Le ministre veut-il dire que le gouvernement est incapable d'instaurer un régime fiscal

qui encouragera les sociétés et les entreprises qui ont besoin d'employés spécialisés? Celles-ci ne peuvent pas attendre que le gouvernement se décide. Elles ont besoin de ces employés. Elles doivent créer leurs propres établissements de formation au lieu de faire venir des travailleurs de l'étranger puisqu'il y a tellement de jeunes qui cherchent un emploi.

Le président du Conseil du Trésor veut-il dire qu'il n'y aura pas de programmes pour favoriser les exportations? Qu'est-ce que le gouvernement dit au juste? D'une part, il dit qu'il ne comptera pas sur les stimulants fournis par la politique fiscale. D'autre part, il affirme qu'il appuie la recherche industrielle et tous ces autres secteurs importants.

C'est ce genre de contradiction flagrante qui rend si perplexes les hommes d'affaires, les jeunes qui cherchent une orientation et tous ceux qui s'inquiètent de la situation économique, puisque le message est différent selon qu'il est livré à Vancouver ou à Ottawa. Le message varie en fonction de l'auditoire.

Qu'a dit le ministre au juste? Que le gouvernement en avait assez des replâtrages. Jusqu'à présent, c'était un replâtrage ou rien du tout. Tout récemment encore, le gouvernement refusait de changer l'orientation de sa politique économique. C'était donc l'absence de solution la plus totale.

Les gens s'imaginent que le sommet de Versailles qui réunira les principaux dirigeants mondiaux sera l'occasion d'un réalignement général. J'espère qu'il en sera ainsi. J'espère aussi que ce sera une occasion de dissiper la confusion que le premier ministre a suscitée. Pendant que le président du Conseil du Trésor disait une chose à Vancouver, le premier ministre, si on en croit un article paru dans le *Citizen* d'Ottawa, le 27 mai, affirmait pour sa part «que son gouvernement pourrait profiter d'un discours du trône à l'automne pour annoncer une nouvelle stratégie économique si le sommet de Versailles ne trouve pas de solution pour redresser la situation économique mondiale.»

Autrement dit, si Versailles est un échec, le Canada va accomplir par lui-même ce qu'il disait ne pas pouvoir accomplir. On nous a dit que nous étions dépendants des États-Unis, mais si Versailles échoue, c'en sera fini de la dépendance des États-Unis, nous agirons alors par nous-mêmes. Voilà le genre d'absurdité et de contradiction économiques qui irritent les Canadiens.

Car il serait temps de nous pencher sur notre propre situation. En revenant du lac Meach, le cabinet était aussi dépourvu d'idées nouvelles qu'il l'était avant. Cette fin de semaine-là, on a chauffé inutilement la bâtisse. Ils ont gaspillé votre argent, monsieur l'Orateur, le mien également, comme ils ont perdu leur temps, car ils n'ont pas trouvé la solution économique qui rendrait inutile le régime d'assurance-chômage. Nous n'en sortirons jamais. D'ailleurs, la situation suscite une certaine compassion. De temps à autre, les gouvernements doivent se montrer compatissants. Mais ils doivent aussi faire face à la réalité.

Le ministre des Finances (M. MacEachen) dit à la Chambre qu'il n'y a rien que nous puissions faire, que nous devons nous en remettre aux Américains, que nous sommes pris dans le grand tourbillon de la conjoncture internationale. Le premier ministre dit que le gouvernement fera peut-être quelque chose après le sommet de Versailles. La question est de savoir pourquoi n'avoir rien fait avant Versailles. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas agi il y a deux ans, lorsqu'il promettait aux